L'Union Européique en marche !

Déclaration politique d'Alban d'Arguin du 2 avril 2025 :

La France est aujourd'hui à la croisée des chemins… Les évènements d'Ukraine semblent accélérer l'Histoire.

Non pas que nous soyons au bord de la troisième guerre mondiale, comme semble le souhaiter « l'invertébré gazeux » qui préside aux destinées de la France depuis 2017, mais parce qu'une étape décisive de notre pays et du monde s'engage en ce moment de manière visible.

L'Europe se prépare à dissoudre chacune des Nations qui la composent, dans une « Union Européique » qui ressemblera à s'y méprendre à l'ancienne Union soviétique des années staliniennes.

« Solve et coagula », le vieil adage des idéologues révolutionnaires avance à vue d'œil sans que personne n'y prenne garde.

Et, jugeant l'arbre à ses fruits, ceux de « l'Union Européique » en pleine accélération, doivent être identifiés et compris par tous les Français, pour espérer leur sursaut dans une Union Nationale pour le Salut de la France Éternelle !

• L'Union Européique en marche, c'est l'espace Schengen avec l'abolition des frontières et le grand remplacement des populations nationales par un « melting pot » bigarré de nouveaux occupants, sûrs d'eux et dominateurs, qui conduira à une guerre civile inexorable, déjà commencée dans nombre de quartiers des grandes villes. De grands démographes ont alerté sur ce point critique, factuellement, depuis un quart de siècle, étouffés par la complicité des médias du « paysage audiovisuel français ».

La démographie est une des clés de l'Histoire. Les ennemis des Peuples qui dirigent l'Europe le savent bien. Ceux qui connaissent l'Histoire savent bien que les Révolutionnaires, face au Peuple résistant, n'ont qu'une seule voie… Changer le Peuple !

• L'Union Européique en marche, c'est la propagation de la culture de mort dans tous ses États, pour accélérer le remplacement final des populations autochtones, au nom des grands principes : le droit à l'avortement inscrit dans la constitution des États, progressivement, et le droit à l'euthanasie prochainement inscrit, lui aussi, dans la Constitution française, comme Macron en a pris l'engagement en visite au Grand Orient de France, en février 2024. Gageons que la nomination du « frère » Richard Ferrand à la présidence du Conseil constitutionnel en assurera le respect.

• L'Union Européique en marche, c'est la fin des souverainetés énergétiques des États, avec la planification d'une dépendance transnationale.

La destruction avec acharnement de l'indépendance de la France dont le modèle énergétique de production électrique ne dépendait de personne, à savoir, les centrales nucléaires et les barrages hydroélectriques ! Ce sont nos ennemis allemands qui s'acharnèrent, sous le faux-nez de l'écologie et de la lutte contre le CO_2, pour nous faire abandonner l'énergie nucléaire totalement « décarbonée ».

Souvenez-vous, Français, de la fermeture du réacteur de Fessenheim !

Souvenez-vous, Français, de la vente des turbines françaises Alsthom aux États-Unis, par Macron en personne, en « représentant de commerce » des Rothschild…

Souvenez-vous, Français, de la poussée comme des champignons hideux, des gigantesques éoliennes, qui défigurent les superbes campagnes et les rivages de notre douce France, et dont les générateurs produisent, tristement, en moyenne, 23% du temps…, quand il y a du vent, mais pas trop. Que fait-on alors, les 77% du temps restant, pour éviter une coupure de courant nationale ?

On réactive instantanément les centrales thermiques et leurs fumées de combustion emplies de CO_2, mais qui ont l'avantage de démarrer instantanément, comme le scooter de François Hollande ! Une autre solution serait, comme les Allemands, d'acheter du gaz russe, en ouvrant un gazoduc Nordstream 3, que les plongeurs de l'armée américaine se feront un plaisir de saboter, comme ils l'ont fait pour le Nordstream 2 ?

Et comme au début de la guerre en Ukraine, le sabotage accompli, les énormes méthaniers américains, emplis de gaz de schiste obtenus par fragmentation rocheuse, viendront accoster dans les ports du nord de l'Europe pour accroître notre dépendance énergétique…

Retenez, Français, que l'Union Européique nous intime l'ordre de céder à des intérêts privés apatrides nos barrages hydroélectriques, fruit d'une expérience acquise depuis plus d'un siècle, et qui sont la deuxième source d'électricité nationale, après les centrales nucléaires.

• L'Union Européique en marche, c'est la fin de notre souveraineté économique et notamment agricole. La France est un joyau enserré par la mer, les montagnes, le Rhin et les plaines du Nord. César, le premier, en fit la remarque lorsqu'il conquit

celle qu'on appelait la Gaule, à l'époque. Nos Rois l'ont défendue au péril de leur vie, grâce à une armée de métier aguerrie et fidèle. Les paysans de France avaient un rôle sacré dans la France d'antan, contrairement à ce que les instituteurs de la Troisième République ont répandu, notamment sous l'influence de Michelet. L'Union Européique, au nom du « grand marché planétaire », veut leur disparition au profit de fermes immenses, au nom de la « taille critique », de productions agricoles industrielles, normées à l'infini, dans des élevages sans âmes, où les bêtes n'ont même plus de noms, tant elles sont nombreuses ! À coup de normes, de directives, de négociations traîtresses entre États, souvent accompagnées de « rétrocommissions » et autres avantages pour les négociateurs, l'Union Européique tue notre agriculture, tue nos agriculteurs, parce qu'elle déteste la liberté et celle-ci était une caractéristique de la paysannerie, métier dur, mais noble. L'accord scandaleux du Mercosur en a été récemment une des illustrations. Demain, si nous n'y prenons garde, les Paysans de France, mot noble s'il en est, auront un sort pire que les serfs des débuts de la paysannerie médiévale : Ils deviendront les ouvriers apatrides de l'Union Européique, comme on le voit déjà dans le sud de la France, au moment des récoltes, où convergent des populations du sud de l'Europe autant que du Maghreb, pour louer leur bras.

• L'Union Européique en marche, c'est l'effacement programmé des pays, au profit d'un conglomérat de peuples qui vont être conduits à la guerre malgré eux.

On parle aujourd'hui, malgré le trou abyssal des finances publiques, qui n'est pas propre à la France, de se réarmer avec un effort sans précédent depuis des décennies.

« Si vis pacem, para bellum » dit l'adage romain. Sauf que l'Union Européique en marche n'entend absolument pas un réarmement des Nations, elle entend un réarmement mutualisé entre les nations européennes et sous son contrôle. À titre d'illustration, elle souhaite que l'arme nucléaire française puisse être « partagée » avec les autres pays d'Europe. Autant dire, vue la gravité de la situation que la France doit partir de l'Union Européique avant que n'éclate une nouvelle guerre européenne qui consumera toute l'Europe, mais finira en troisième guerre mondiale.

• L'Union Européique à l'arrêt, c'est la fin des peuples européens humiliés, outragés, méprisés, et le retour des peuples libérés !

C'est donc à la France Éternelle de reprendre sa souveraineté, en claquant la porte la première, sans discussions sur les moyens ni l'ombre d'une pénalité.

Mais cette liberté recouvrée a un prix, comme toutes les libertés.

Les partis qui envoient des députés au parlement européen se trompent. On ne peut pas défendre notre identité nationale et participer en même temps, tels des fossoyeurs, aux élections européennes. On ne peut pas vendre son « droit d'aînesse » pour quelques prébendes.

• L'Union Européique restera le projet historique des Américains. Le « père fondateur » de l'Europe politique, c'était Jean Monnet, commis du capitalisme apatride américain, formé à la Chase Manhattan Bank au sortir de la Première Guerre mon-

diale. Ce mondialiste initié sera d'ailleurs le secrétaire général adjoint de la Société des Nations en 1919…

L'Union Européique, dans le « bruit de bottes » actuel, prépare un nouveau pas d'effacement des nations et des Peuples, à travers un projet de prêt international pour le réarmement.

Français, rappelez-vous le prêt international pour lutter contre le « covid », cette grippe virulente et intense de 2019, mais qui n'avait rien de surprenant en soi, puisqu'elle survenait 50 ans après celle dite « grippe de Hong Kong » en 1969 aussi grave, et 100 ans après celle dite grippe espagnole en 1919, avec les mêmes caractéristiques.

L'Union Européique est morte, et c'est à la France qu'incombe le devoir et le sursaut moral de la quitter pour la faire éclater.

Les conséquences en seront immédiates pour notre Patrie : « détricotage » de tous les abandons de souveraineté que nous concédions à l'Union Européique depuis des décennies, fin de l'activité décadente du lobbying, activité principale de milliers d'hommes, concentrée à Bruxelles et Strasbourg, pour corrompre les fonctionnaires et élus européens, pour obtenir la rédaction et les votes de telle ou telle directive, ou bien l'abandon de telle ou telle réglementations encore nationale qui entraverait les intérêts de grands groupes industriels apatrides. Fin des règlementations pléthoriques inspirées par les Verts européens qui asphyxient les économies nationales au nom d'un réchauffement climatique parfaitement naturel, commencé au milieu du XIXe siècle, et bien inférieur encore en intensité à celui de l'époque médiévale, quand les Anglais cultivaient la vigne chez eux et que les Vikings établissaient des fermes laitières au Groenland ! Fin des directives assassines verdâtres, des ZFE imposées aux Français pour entrer dans les villes, des incitations à l'achat de véhicules électriques qui alimentent de juteux marchés asiatiques, au détriment de notre propre industrie automobile, etc.

Morte, l'Union Européique permettra à la France affaiblie, à la France humiliée, à la France pillée, de recouvrer sa liberté et la maîtrise de son destin !

Mieux, la France Libre, la France écoutée, la France entendue, provoquera un sursaut international dont elle pourra s'enorgueillir, et qui la conduira sans doute à prendre la tête des pays du monde qui refusent « l'alignement mondialiste destructeur ».

Alban d'Arguin,
le 2 avril 2025

« La dulce France », dont j'assume la présidence, est une société internationale de droit français, dont le siège est en Vendée (terre de résistance, s'il en est). Elle a pour mission de défendre et propager les valeurs de la France Éternelle.